

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

09/01/2025

Le dialogue social mène les travailleurs au désastre social : **La seule issue se batte pour nos intérêts de classe**

Le nouveau gouvernement a commencé à esquisser les grandes lignes de son budget. Rien n'a changé, une offensive austéritaire brutale est toujours à l'ordre du jour contre le monde du travail. Même si l'on parle de 50 milliards d'économies et non de 60. Dans les grandes lignes, la rigueur se poursuivra contre les services publics, la sécurité sociale et les collectivités territoriales. D'autant que le ministre de l'Économie réitère son objectif d'atteindre les 3 % de déficit du PIB en 2029 ! et sans hausse d'impôt pour les grandes fortunes, sans taxer les entreprises donc en faisant les poches des travailleurs. D'ailleurs le quotidien patronal *Les Echos* souligne que les réductions de dépenses devraient être de 10 milliards supérieurs au budget censuré de Barnier!

Comment faire passer le budget sans être censuré ?

Le nouveau ministre de l'Économie Éric Lombard et Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics, ont entamé un cycle de négociation avec les partis politiques pour tenter d'arracher « *au minimum, un accord de non-censure* » comme l'a déclaré Eric Lombard.

Afin d'imposer cette offensive, le gouvernement espère négocier avec les forces « d'opposition »: « *Le chiffre (du budget) n'est pas encore complètement calé* » et dépendra « *du résultat des consultations des différentes forces politiques* », expliquait Éric Lombard sur *France Inter*, faisant des appels du pied à la gauche « *Je pense, alors que la semaine commence, qu'il y a plus de perspective de dialogue fécond avec les partis de gauche qu'avec le Rassemblement national* » promettant une meilleure contribution fiscale des hauts revenus, Amélie de Montchalin disant le contraire dans *Le Parisien*, en « *s'engageant à éviter toute « hausse d'impôts* » et tenir compte de ceux qui ont contribué à la censure, en discuter avec les forces politiques donc le RN...

Le PCF ne signe pas de chèque en blanc mais continue de discuter donnant l'illusion que quelque chose peut sortir de ce dialogue ! Olivier Faure (PS) se réjouit, rappelant sa volonté « *qu'il y ait un dialogue fructueux* » et « *une négociation* » et Hollande appelle au dialogue: « *Le temps est venu pour une démocratie parlementaire apaisée, avec un gouvernement qui agit, face à une opposition constructive comme une force qui, demain, peut de nouveau exercer le pouvoir* ».

Le PS est bien décidé à ouvrir la perspective d'un accord de non-censure en échange de « *concessions remarquables* ». Éric Lombard s'est dit ouvert au dialogue y compris sur les retraites et l'âge de départ à 64 ans tout en réaffirmant ne pas détériorer davantage l'équation financière du système. Il est clair que la réforme ne bougera pas dans ses grandes lignes et surtout pas la durée de cotisation.

Les marges de manœuvres de Bayrou sont celles que lui permet le capital. Entre le cadre fixé pour la discussion budgétaire excluant des impôts supplémentaires, la volonté des macronistes de ne pas toucher à la réforme des retraites, et la pression des marchés financiers pour une austérité renforcée en France, Bayrou n'a rien à offrir, voilà la réalité. Les véritables dirigeants sont les multinationales donnant la feuille de route et Macron, Bayrou exécutent.

Amélie de Montchalin ministre chargée des Comptes publics a toujours servi le patronat : fille du directeur industriel de Coca Cola, mariée au directeur général du fonds d'investissement Eurazeo, cadre supérieur chez BNP Paribas puis pour le groupe d'assurances AXA. Economiste au service du capital, depuis 8 ans, elle a fait plusieurs ministères, rapporteuse du projet de loi finances en 2018 à la manœuvre pour la suppression de l'ISF. Chargée de concevoir le nouveau budget 2025 on ne peut que s'attendre à la poursuite de l'austérité.

Ayant fait ses preuves pour le capital comme Manuel Valls, Gérald Darmanin, Bruno Retailleau ou encore Elisabeth Borne. Ils font des promesses qu'ils ne tiendront pas : la ministre de l'Agriculture s'engage à ce que tous les agriculteurs vivent de leur travail, Darmanin, ministre de la Justice promet de mettre fin au narcotrafic organisé depuis les prisons. Valls, ministre des Outre-mer, dit reconstruire Mayotte.

Tous ces politiciens au service du capital se fichent de ceux qui travaillent dur pour vivre. Le mépris de classe s'exprime, ainsi les allocataires du RSA devront travailler 15 heures gratuitement. Beaucoup sont des mères isolées, des personnes malades ou usées pour travailler, elles et ils seront radiés du RSA ! Des dizaines de milliers de licenciements sont programmés par les groupes capitalistes, le chômage repart à la hausse. Le 1^{er} janvier comme tous les ans on a eu le cortège d'augmentations des prix et des tarifs. Dix et trente centimes de plus pour l'envoi d'une lettre, hausse de 5,8 % en moyenne pour les colis, augmentation des prix dans les transports, le ticket de métro passe à 2,50 euros, mutuelles, assurances santé et habitation, les prix grimpent également de 5 à 12 %. Hausses ou plutôt flambée des prix de l'énergie, augmentation des loyers des HLM, jusqu'à plus de 3 %, élévation continue du panier de course au supermarché, toutes ces envolées sont autant de charges pesant sur le budget des familles. Les salaires, allocations et retraites ne suivent pas.

Syndicats et patronat sont reçus à Matignon. Il s'agit de «*premiers échanges*» avec les partenaires sociaux, selon Matignon. François Bayrou souhaite «*entendre leurs demandes*» et évoquer avec eux «*l'actualité sociale*». Une politique de dialogue social, de collaboration de classe et une absence totale de plan de bataille pour combattre l'austérité et la vague de licenciements. Sophie Binet s'est même faite le relais des appels au «*dialogue social*», jusqu'à appuyer la demande du PS «*d'une « conférence de financement » sur les retraites*». L'urgence est à la mobilisation des travailleurs, pour stopper net le plan austéritaire, s'attaquer aux licenciements. Cela passe par la construction d'une riposte pour refuser l'austérité et les licenciements en affrontant les grands capitalistes sans concession.

Luttons de façon déterminée, pour nos droits sociaux, les salaires, l'emploi, nos services publics, notre environnement, nos libertés, les retraites, contre la loi immigration et les réformes à venir.

Pas d'autre choix, pour se faire entendre il faut une riposte générale face aux attaques dans tous les secteurs, refusé clairement de payer pour leur dette.

Ouvriers, employés, travailleurs du public et du privés, agriculteurs, retraités, étudiants...battons nous pour nos intérêts de classe contre le patronat qui nous exploite, contre son système. Le monde du travail fait fonctionner toute la société, il crée les richesses Il est donc absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste.